

Écologie de la lumière et paysages urbains

La « demande de lumière » pour des villes qui vivent de plus en plus la nuit ne va guère dans le sens du développement durable. À Lyon, la fête et les interventions artistiques constituent des leviers privilégiés pour faire émerger des pratiques écologistes de la lumière.

Lyon entretient avec la lumière une longue et fidèle histoire d'amour. Cette cité discrète, laborieuse et industrielle, est aussi une ville de la couleur; elle importa d'Italie des crépis et peintures murales qui la classent parmi les villes du Sud. Pourtant, enchevêtrée entre Rhône et Saône, Mirelingues la brumeuse a longtemps vécu ses nuits et ses aubes enveloppée de brouillard, jusqu'à ce que les marais en amont des deux fleuves soient assainis. Puis la Ville croît, grâce aux industries, au commerce et à l'activité bancaire. Plus de 2000 ans d'histoire – on situe sa naissance en 43 avant J.-C. – l'inscrivent parmi les grands centres urbains en France et en Europe.

Retour historique sur l'éclairage public

Comme dans bon nombre de cités, l'éclairage urbain à Lyon constitue un phénomène récent à l'échelle de l'histoire. Ce n'est qu'au XVII^e siècle que les villes commencent à s'équiper de lampes à huile puis de réverbères, principalement en centre ville. L'éclairage rudimentaire de l'époque est alors réservé aux familles royales et à la monarchie. L'ascension de la bourgeoisie, dans les villes, va progressivement conduire à l'instauration d'un véritable éclairage public des rues citadines. Se succéderont plusieurs techniques, les lampes à huile puis les becs de gaz.

L'arrivée de l'électricité va permettre de généraliser les dispositifs et d'étendre l'éclairage aux banlieues des villes et aux campagnes. Le

passage à l'électricité, au début du XX^e siècle, va susciter un engouement populaire très important pour l'éclairage des rues et des sites; les responsables publics devront faire face à la demande des citoyens pour « sécuriser » tous les quartiers de la cité. Les villes françaises s'équipent progressivement après la guerre et s'affranchissent des couvre-feux. On peut schématiquement dire que, jusqu'à une époque récente, l'éclairage public permet avant tout à la puissance publique *d'assurer la sécurité des habitants et de gérer l'ordre public*. Lyon n'échappe pas à ce phénomène.

D'autres enjeux liés à la vie moderne vont apparaître dans la seconde moitié du XX^e siècle. Les modes de vie en ville comme à la campagne évoluent progressivement vers une extension de la journée de veille. Personne ne se couche plus « avec les poules »! Non seulement, le travail nocturne va se développer mais aussi le plaisir de sortir la nuit. Le rapport aux temps subit de profondes mutations. Les grands centres urbains notamment vont voir s'amplifier activités et services de nuit qui conduiront mécaniquement à accroître l'éclairage public de manière importante. Il ne s'agit plus seulement d'assurer la sécurité de quelques uns mais aussi de permettre *la diversification des entreprises et la diversité des pratiques culturelles et de divertissement nocturnes*.

Le renouvellement urbain à Lyon : l'émergence d'un urbanisme de la lumière

De la fin des années 1980 à 2001, la ville connaît un profond renouvellement urbain sous l'impulsion de maires volontaristes et de leurs adjoints. Cette politique se caractérise notamment par l'édification de bâtiments nouveaux et la rénovation d'édifices majeurs marquant un tournant résolument contemporain, en faisant appel à des grands noms de l'architecture tels que Jean Nouvel, Renzo Piano et des paysagistes tels que Michel Desvignes. Un soin tout particulier est apporté aux espaces publics – places, rues et boulevards – ainsi qu'à des lieux souvent déqualifiés tels que les parkings. Des artistes de renommée internationale tels que Daniel Buren sont alors sollicités.

Pendant la même période, Lyon visite son histoire antique et récente et obtient, auprès de l'UNESCO, sa classification au patrimoine mondial de l'Humanité. Ce faisant, elle affirme son identité et dévoile ce qui définit son urbanité, son histoire sociale et politique, sa topographie et ses paysages façonnés par les différents corps sociaux parties prenantes de cette histoire¹. La ville sort de l'ombre et se détourne peu à peu de sa réputation de ville cachée. La reconnaissance UNESCO permet à Lyon de se revendiquer comme site touristique et de montrer aux gens

de passage d'autres richesses patrimoniales et contemporaines que le tristement connu Tunnel de Fourvière !

Dès 1989, des efforts particuliers démarrent pour mettre en valeur, par l'éclairage urbain, des sites, des ponts et des édifices majeurs, particulièrement dans la partie ancienne, classée UNESCO. Cette initiative, au départ brouillonne et expérimentale, se traduit rapidement par l'élaboration d'un Plan Lumière, revendiqué à posteriori comme un véritable schéma directeur d'aménagement par la lumière. Un nouveau métier apparaît, celui du *Concepteur Lumière*; issus de disciplines diverses, de l'éclairage de scène, du cinéma, de l'architecture, des arts visuels, des designers de la lumière instituent une nouvelle profession qui commence à s'organiser et à revendiquer sa place et ses savoir faire auprès des architectes et des aménageurs.

Pendant cette décennie, la lecture de la ville reste centralisée, hiérarchisée; la lumière est majoritairement mobilisée pour souligner l'importance des hauts lieux, ceux cités dans les guides touristiques; elle semble cantonnée dans une fonction décorative d'*embellissement*. L'approche des élus et des techniciens de la ville se traduit en terme d'*ambiance*. La formulation des enjeux en terme de paysages commence à peine à poindre. La question de l'écologie est, dans cette période, totalement absente des réflexions et des actions.

C'est à la fin des années 1990 qu'un festival de scénographies lumineuses, impulsé par la Délégation à l'urbanisme et partie immergée de l'iceberg qu'est le Plan Lumière, vient s'adosser à la fête traditionnelle du 8

■ Le site UNESCO comprend deux collines: «la colline qui prie», Fourvière en opposition avec «la colline qui travaille», celle de la Croix-Rousse. En réalité, une troisième colline est moins souvent citée dans les annales locales: c'est celle de la Duchère, territoire d'implantation des familles pieds noirs, puis issues de l'immigration, notamment maghrébine. Ces trois collines, la confluence des deux fleuves et la plaine en rive gauche du Rhône, territoire d'accueil d'activités industrielles puis d'habitations, constituent la topographie générale de la Ville.

décembre, manière de célébrer le leadership de Lyon en matière de conception lumière. Les réseaux professionnels mobilisés de manière habile par des élus qui s'imposent comme de bons communicants, confortent la ville dans sa fonction de plate-forme d'innovations et d'expérimentations de la lumière. Une grande entreprise publique, EDF, des entreprises privées pourvoyeuses de matériel électrique et la municipalité s'allient pour financer à la fois le Plan Lumière et ce qui deviendra, sous l'impulsion d'une nouvelle majorité municipale à partir de 2001, *la Fête des lumières*.

Elle accueille maintenant plus de 3 millions de visiteurs pendant quatre soirs, chaque année 50 à 60 délégations étrangères, des

conférences et des ateliers pour les jeunes professionnels. Près de 40 équipes des arts visuels, du spectacle vivant et de l'architecture sont mobilisées à cette occasion dans plusieurs territoires de la ville. Le montant de la facture d'électricité est alors multipliée par deux, pendant ces quatre nuits !

Nouveaux enjeux, nouveaux débats de l'urbanisme lumière à Lyon

La Fête des Lumières joue, de fait, un rôle de révélateur des fonctionnements urbains. Ainsi, lors de l'édition 2002, afin de permettre la visibilité d'écrans flottants sur un boulevard de la ville, le service de l'éclairage public municipal décida de «baisser un peu l'abat-jour», c'est-à-dire de réduire le niveau d'éclairage ! La Mairie de proximité recueillit alors de nombreuses plaintes des habitants qui dénonçaient le climat d'insécurité et les accidents potentiels pour les personnes âgées ou malvoyantes. Aujourd'hui, il n'est pas un seul Concepteur Lumière qui ne souligne une tendance inquiétante à la surenchère de l'intensité d'éclairage dans les villes Françaises.

Sommes nous condamnés à voir nos villes modernes se transformer en «Las Végas version européenne»? Comment conserver des espaces d'obscurité, des zones d'ombres, des nuances dans l'intensité lumineuse? Comment protéger les phases indispensables de repos et de sommeil par une gestion collective et publique appropriée de la nuit? Comment veiller à ce que l'éclairage nocturne ne nuise pas à la santé des habitants et à l'évolution des espèces animales et végétales? Il subsiste, en effet, peu de sites préservés qui permettent l'observation astronomique et astrophysique. La lumière artificielle envahit les nuits du ciel étoilé et l'UNESCO s'est trouvé dans l'obligation d'instaurer une charte du ciel nocturne. Des pays ont commencé à légiférer pour lutter contre la pollution lumineuse (l'Italie, la République Tchèque...) et l'Union Européenne devrait prochainement prendre le relais. Consommation importante d'énergie, excès de luminosité et fatigue des citoyens, uniformisation des paysages nocturnes de la ville, insuffisance de concertation avec les habitants, sont autant de sujets qui constituent, depuis trois ans, un nouveau faisceau de réflexions pour les responsables de la municipalité Lyonnaise.

Le temps des paillettes est, sans nul doute, révolu. La ville, pour s'acheminer vers un *urbanisme lumière soutenable*, doit alors effectuer une révolution copernicienne. Il ne s'agit pas de sacrifier à une quelconque «mode du développement durable». Ce qui est en jeu, ce sont les dynamiques essentielles qui font la Ville et permettent aux habitants de vivre leur urbanité.

La fête en ville

À Lyon, la Délégation aux événements et animation a décidé de conduire une politique des fêtes exigeante qui combine réflexion sur les territoires de la ville, participation des habitants et intervention des artistes.² Loin des tentations de marketing territorial auxquelles de trop nombreux responsables politiques succombent, la Délégation et les équipes qui gravitent autour d'elle, défendent un concept (paradoxal) de *développement festif durable*.

Sous sa houlette, les responsables de la Fête des lumières conçoivent la

Fin mars 2001, le Maire de Lyon m'a confié une Délégation municipale à l'appellation et aux contours flous, instituée à la va-vite, pour permettre à la majorité plurielle de composer un équilibre de forces politiques et tenter de satisfaire la parité dans l'exécutif. Ma première tâche a consisté à définir le périmètre d'intervention de cette «Délégation aux événements et à l'animation culturels», dans une recherche de clarté pour les Lyonnais comme pour les opérateurs. Située dans un pôle culturel aux côtés de l'Adjoint à la culture et au patrimoine et nous appuyant sur les mêmes chargés de mission, j'ai fait le choix d'orienter la Délégation sur la place de l'art et de la culture dans l'espace public, sous ses formes festives. L'articulation entre territoires urbains, interventions artistiques et populations fonde le substrat de cette démarche à laquelle se sont ralliés aisément de nombreux artistes et médiateurs culturels de l'agglomération et au delà.

programmation artistique et promeuvent une approche globale de l'événement en articulant tout à la fois sa dimension urbanistique, sa dimension sociale et son caractère expérimental. La fête, consciemment et inconsciemment, se propose d'aider à comprendre et à interroger la ville. Elle s'invite à jouer un rôle de révélation de ses sites et territoires singuliers par les spectacles et les œuvres de lumière qu'elle programme. C'est aussi l'occasion de proposer des rencontres professionnelles pour les urbanistes, les aménageurs, les architectes, les techniciens et ingénieurs de la filière lumière et des chantiers/écoles en direction des étudiants des écoles nationales du paysage, des beaux-arts, du bâtiment, de l'architecture... Depuis trois ans, *l'écologie de la lumière* s'impose comme un thème central des colloques et des débats. Cependant, cette orientation riche et complexe se heurte à une vision plus immédiate et médiatique de la manifestation, plus arrimée au temps politique qu'au temps social. La «société spectacle» dénoncée par Guy Debord s'exprime dans cet événement sous une forme exacerbée et il est parfois difficile de proposer des alternatives compréhensibles par une majorité.

En 2004, l'édition de la Fête sera consacrée à *la nature et aux paysages*. Ainsi, l'œuvre de François Magos composée de plusieurs nasses en matériaux biodégradables de plusieurs mètres de diamètre, illuminées grâce à des lampes de

faible consommation d'énergie et alimentées par un radeau de l'énergie renouvelable, sera exposée sur le Rhône et ses berges. Dans ce site qui préfigure un parc urbain dédié à la nature et aux déplacements doux³, l'artiste transmet ainsi un message aux Lyonnais sur la problématique du développement durable. L'approche sensible, par l'intervention artistique, dispose d'atouts parfois plus percutants que l'explicitation scientifique et technique.

La lumière et le développement durable

La Délégation à l'urbanisme et au développement durable de la Ville de Lyon lance un deuxième plan lumière. La prise de conscience d'une approche beaucoup moins dispendieuse et plus équilibrée des différents territoires qui composent la ville, avance. La volonté politique s'affirme; il s'agit avant tout de définir les cadres et les méthodes pour mettre en œuvre un véritable schéma directeur lumière. La tentation de fixer un plan d'urbanisme lumière qui serait inscrit «dans le marbre» est progressivement écartée au profit d'une méthode plus souple de «work in progress». La Délégation a, pour ce faire, invité des élus et des professionnels de différents horizons pour réfléchir aux enjeux et à la méthode générale à retenir. La fête des Lumières est étroitement associée et pourra plus que jamais jouer son rôle de Sonar. Une approche transversale de tous les registres de l'action publique locale (transports, santé, développement économique, solidarité, achats durables, droits humains...) s'avère nécessaire et devra dépasser les approches sectorielles des services. Le chantier est d'envergure car il s'agit d'inverser une tendance de «plus de lumière» vers une envie de «lumière de meilleure qualité». Le rôle du politique en la matière consiste à comprendre et à convaincre. Cela nécessite forcément des phases de mise en débat.

■ Bibliographie

Querrien, A., et Lassave, P. (dir.), «Nuits et lumières», in les Annales de la recherche⁸⁷, éditions du Plan Urbanisme Construction Architecture, septembre 2000.

Narboni, R., «La lumière et le paysage –Créer des paysages nocturnes», collection techniques de conception, édition Le Moniteur, 2003.

«La fête en ville», in revue Urbanisme numéro coordonné par Thierry Paquot, juillet/août 2003.

«Lyon, un site, une cité», Le livre du site historique, patrimoine mondial de l'UNESCO, éditions Renaissance du Vieux Lyon, 2000.

Charbonneau, J.-P., «Transformation des villes mode d'emploi», les éditions de l'épure, Paris 2000.

Métral, J. (dir.), «Cultures en ville ou de l'art et du citoyen» collection société et territoire, éditions de l'aube, 2000.

Dujardin, P., et Saugnier P.-Y., «Lumières sur le huit», une lecture historique de la fête du 8 décembre à Lyon, éditions de Lyon 8 décembre –Fête des lumières, Ville de Lyon, 2002.

«Penser la ville par la lumière», actes du Projet urbain, Ministère de l'équipement, 2003.

Le débat public et la concertation

En 2004, la Fête des lumières conduira une expérimentation simple qui va consister à baisser le niveau de l'éclairage public afin de mettre en valeur les lumignons (petites bougies traditionnellement vendues à l'occasion du 8 décembre) déposés sur les fenêtres d'un quartier en plein centre ville, c'est-à-dire à proximité du marché de Noël et d'une grande rue commerçante. Pour ce faire, elle a réussi à convaincre les techniciens du service de l'éclairage public d'intervenir à partir des dispositifs techniques en place. Ce quartier sera présenté comme un lieu d'innovation et de débat sur *la place de l'obscurité dans la ville* et sa nécessité.

La Fête contribue à former le regard des habitants et à les préparer à débattre pour faire des choix collectifs. Une pédagogie sur les questions de l'écologie de la lumière doit être développée et s'avère un des défis les plus délicats à relever.

Sandrine Robert

Critique du centre historique comme figure de la durabilité

Loin d'une vision patrimoniale du centre, l'analyse géographique et historique permet de montrer le déplacement constant des centres, selon les variations de voiries ou selon les traditions du parcellaire rural. Si les centres ont duré, c'est uniquement parce qu'ils n'ont cessé de changer !

Depuis le XIX^e siècle, le centre historique est présenté comme un idéal de ville par opposition à la banlieue qui serait non structurée, désordonnée. Contrairement à la banlieue, le centre *intra-muros* posséderait une « forme urbaine » lisible, reposant sur l'expressivité des fonctions urbaines ainsi qu'un bâti continu et aligné sur des voies, perçues essentiellement comme locales. À l'opposé, la banlieue serait « amorphe », lieu des discontinuités formelles et fonctionnelles. Les paysages des bords de nationales au sortir des grandes villes illustrent cette perception : succession d'habitats hétéroclites, supermarchés, stations-services, casses-auto, terrains vagues etc. sans continuité d'alignement. Cette impression de « déstructuration » vient en partie de l'omniprésence des infrastructures (routes, pylônes électriques, etc.) qui imposent leur logique spatiale à un territoire possédant d'autres spécificités. Cette absence d'articulation est perçue à tort comme une absence de structuration de la banlieue, idée est renforcée par plusieurs siècles de discours politique et historique sur la ville qui valorisent la planification et le modelage quasi-exclusif par les pouvoirs publics de la forme urbaine.